

Le prochain budget de l'UE doit équilibrer la réponse à la crise et la prévisibilité, demandent les députés

- Les députés réitèrent leur opposition au modèle de plan national de la Commission
- Les politiques européennes en matière d'agriculture et de cohésion doivent être préservées
- Appel au maintien d'un Fonds social européen indépendant

Les députés souhaitent que les politiques agricole et de cohésion restent fortes et autonomes au sein du budget de l'UE (CFP), avant la proposition de la Commission de la semaine prochaine.

Piotr Serafin, commissaire chargé du budget, de la lutte antifraude et de l'administration publique, a déclaré aux députés: "Nous sommes tous convaincus que le budget de l'UE doit être modernisé, que le monde qui nous entoure évolue rapidement et que de nouvelles difficultés nécessitent des réponses plus intelligentes." Cela signifie, a-t-il souligné, un cadre financier pluriannuel (CFP) plus souple et plus simple. Dans la recherche de flexibilité, la prévisibilité doit également être préservée, a-t-il ajouté, notant que les plans de partenariat nationaux et régionaux pourraient y contribuer. L'UE doit également débattre des nouvelles sources de recettes, étant donné qu'à partir de 2028, environ 25 milliards d'euros seront engagés chaque année pour rembourser les prêts au titre de l'instrument NextGenerationEU. Il a plaidé en faveur de nouvelles recettes qui ne surchargent pas les budgets nationaux et ne créent pas d'obligations financières importantes.

[Siegfried Mureşan](#) (PPE, RO), corapporteur pour le dossier du CFP, a déclaré que, si le budget devait être adaptable à des évolutions inattendues, il devait également offrir une sécurité à ceux qui investissent et soutiennent l'économie, ainsi qu'aux agriculteurs, aux étudiants, aux

chercheurs et aux petites et moyennes entreprises. Il a ajouté: "La priorité absolue du Parlement est de préserver l'identité et la force des politiques agricole et de cohésion communes". Ce qui implique un budget distinct pour les agriculteurs, des bases juridiques distinctes pour la cohésion et l'agriculture, et un rôle clair pour les régions dans la politique de cohésion. "Il n'y a pas de sécurité sans sécurité alimentaire ni d'économie compétitive sans politique d'investissement. C'est pourquoi nos politiques traditionnelles, la politique agricole commune et la politique de cohésion sont aujourd'hui plus pertinentes que jamais", a-t-il déclaré. Le corapporteur a ajouté que l'UE devait également améliorer sa sécurité et sa défense, domaines auxquels seulement 1,2 % du CFP précédent a été alloué. "Nos nouvelles priorités doivent être la sécurité, la défense et la compétitivité, et elles sont interdépendantes", a déclaré M. Mureşan.

[Carla Tavares](#) (S&D, PT), corapporteuse pour le dossier du CFP, a clairement indiqué que le Parlement ne soutenait pas l'approche consistant à disposer d'un plan national par État membre pour gérer les programmes. "Nous n'accepterons pas un CFP sans un Fonds social européen défini, indépendant et fort", a-t-elle déclaré, ajoutant que [l'article 162 du traité UE](#) souligne qu'il s'agit d'un instrument essentiel pour renforcer la dimension sociale de l'UE. "Nous ne voulons pas non plus fragmenter la politique de cohésion, qui doit rester le principal outil d'investissement de l'UE", a-t-elle déclaré, notant que ce n'est que si le niveau de financement actuel est maintenu que l'UE pourra rester compétitive et résiliente.

Au cours du débat, les députés ont également demandé à la Commission de se concentrer sur la modernisation et la réforme, d'assurer la simplification et la transparence, de réduire la charge administrative et de veiller à l'efficacité et à une meilleure utilisation des ressources disponibles. Ils ont insisté sur le fait que le nouveau budget de l'UE devrait être en mesure de faire face aux difficultés dans le domaine de l'agriculture, d'assurer la gestion de la migration, de protéger la cohésion et de renforcer la croissance sans nuire à l'emploi et aux normes sociales. Certains orateurs ont insisté pour que les autorités régionales et locales et les institutions du secteur à but non lucratif soient associées à la prise de décision budgétaire afin de garantir un résultat équilibré et inclusif dans l'intérêt des citoyens de l'Union.

D'autres ont appelé à de nouvelles ressources propres pour l'UE et à une augmentation des investissements, notamment des investissements privés dans la défense, les objectifs écologiques et sociaux et les infrastructures. La Commission devrait, selon eux, prendre au sérieux les préoccupations des citoyens et renforcer la lutte contre la pauvreté et le changement climatique, soutenir l'éducation, la santé et la recherche, et soutenir l'innovation, l'énergie et la sécurité numérique.

Contexte

Le Parlement a adopté ses [priorités](#) concernant le budget à long terme pour l'après-2027 lors de la session plénière de mai. Les corapporteurs tiendront une conférence de presse le mardi

15 juillet à 9h30, dans la salle de conférences de presse du Parlement à Bruxelles, sur les détails de la position du Parlement en amont de la proposition de la Commission attendue le lendemain. Pour être adopté, le prochain budget à long terme devra être approuvé par le Parlement, à la majorité des membres qui le composent.

En savoir plus

[Commission des budgets](#)

[Communiqué de presse sur les priorités du Parlement pour le budget de l'Union pour l'après-2027](#)

[Tout ce que vous devez savoir sur le budget à long terme de l'UE](#)

[Pages du Parlement consacrées au budget à long terme de l'UE](#)

Contacts

Eszter ZALAN

Attachée de presse

☎ +32 228 40081 (BXL) (BXL)

📱 +32 477 99 20 73

✉ eszter.zalan@europarl.europa.eu

✉ budg-press@europarl.europa.eu

🐦 [@EP_Budgets](https://twitter.com/EP_Budgets)
